

Nicolas Sarkozy

Reportage : Richard Good
Durée : 12.38

Nicolas Sarkozy est choisi comme candidat de la droite aux prochaines élections présidentielles. Qu'on l'aime ou qu'on le haïsse, il a le talent indéniable d'écartier tous ses adversaires.

Le style Sarkozy a fait ses preuves au cours d'une suite de forums qui ont conduit à sa nomination comme candidat du parti gouvernemental, l'Union pour un Mouvement Populaire, l'UMP. Jean-Pierre Raffarin, ex-premier Ministre, le présente lors d'un débat en appelant, comme à son habitude, au calme, à la modération et au respect mutuel :

- Ces débats ont pour objectif d'éclairer le choix des militants. Je vous rappelle ma conviction, mais je sais que c'est votre conviction: un seul candidat de l'UMP au premier tour pour la victoire de l'UMP au second tour.

- Une satisfaction du forum de la semaine dernière ne pourra pas nous être enlevée, c'est l'attitude du public: respectueux des uns et des autres, des idées et des personnes, je compte sur vous pour qu'aujourd'hui on soit fidèle à cette attitude de respect entre militants et responsables de l'UMP.

Mais la méthode Sarkozy est l'attaque et en dépit des exhortations de Raffarin, il assassine en douceur, point par point ses collègues de l'UMP, et le Président de la République, Jacques Chirac - au gouvernement duquel il participe!

Chirac a remporté les dernières élections présidentielles il y a cinq ans en promettant une baisse d'impôts qu'il n'a jamais réalisée. C'est donc par l'exigence d'honnêteté que Sarkozy passe à l'attaque :

- Quelle est ma vision du Président de la République? Mais le Président de la République, c'est pas un arbitre au-dessus des partis. Le Président de la République, c'est un leader moderne qui propose une vision d'un pays et qui va dire à ce pays pendant cinq ans: 'Voilà où je veux vous conduire!'. Le président, c'est un leader qui a le courage de dire avant les élections tout ce qu'il pense et tout ce qu'il fera, et qui a l'honnêteté au lendemain de l'élection de mettre scrupuleusement en oeuvre la politique sur laquelle il s'est engagé. C'est ça, le Président de la République, de la Cinquième République. C'est un homme qui s'engage. C'est un homme qui est responsable. C'est un homme qui assume ses responsabilités. Ce n'est pas un homme qui se dissimule derrière un conseiller ou derrière un Premier Ministre.

Chirac a demandé un référendum sur l'acceptation de la Constitution

Nicolas Sarkozy will be the right's candidate in May's presidential election. Love him or hate him, his talent for sweeping his opponents aside is undeniable.

Sarkozy's style was seen in action in a series of forums which led to his nomination as candidate for the ruling Union for a Popular Movement. Former Prime Minister Jean-Pierre Raffarin introduced the debate with his customary appeal for calm, moderation and mutual respect :

- The objective of these debates are to help the activists choose. I remind you of my conviction, but I'm sure it's your conviction : one candidate only for the UMP in the first round will lead to victory for the UMP in the second round.

One undeniable reason for satisfaction with last week's forum was the attitude of the public: respectful of one another, of the ideas and of the people; I count on you today to stay loyal to that attitude of respect between activists and leaders of the UMP.

But Sarkozy's method is to attack and despite Raffarin's appeal, what followed was a point by point character assassination of his fellow UMP members and the President of the Republic, Jacques Chirac - in whose government he serves!

Chirac won the last Presidential election five years ago promising tax cuts that never materialised. And it was on the need for honesty that Sarkozy that the attack begun :

- How do I see the President of the Republic? Well the President of the Republic isn't a referee judging over the parties. The President of the Republic is a modern leader who proposes a vision of the country and who says to the country that for five years : "This is where I want to take the country!" The President is a leader who has the courage to say before the elections everything that he thinks and everything that he will do and who has the honesty the day after the election to carry out scrupulously the policies that he is committed to. That's what is the President of the Republic, of the Fifth Republic. It's a man who commits himself. It's a man who is responsible. It's a man who assumes his responsibilities. It's not a man who hides behind an adviser or behind a Prime Minister.

Européenne, mais n'a pas démissionné bien qu'il ait perdu ce référendum. Sarkozy établit sans complaisance une comparaison de Chirac avec son illustre prédécesseur en politique, De Gaulle:

- Le référendum. Le Général De Gaulle n'a pas voulu un référendum à la cantonale suisse¹. Or nous avons assisté à des référendums curieux où on posait une question. Si on répondait oui ou si on répondait non, ça n'avait aucune conséquence politique nationale. C'est pas du tout le référendum de l'origine de la Cinquième République. Je voudrais rappeler que le référendum du 27 avril 69, quand les Français ont dit non, le général De Gaulle en a tiré la conclusion et qu'il est parti. Arrêtons de dire qu'on est toujours dans la Cinquième République du général De Gaulle. On n'est plus dans la Cinquième République telle que l'a voulue le fondateur de la Cinquième République.

Et l'attaque se poursuit:

- Moi, je veux une république irréprochable, et on a un problème, un Français sur deux qui ne vote pas, le quart de ceux qui votent, pour le Front national ou pour les extrêmes. Ça peut pas continuer comme cela.

- Qu'est-ce que c'est qu'une république irréprochable? D'abord je crois profondément que l'énergie que l'on met à durer, on ne la met plus à faire. A l'image de ce qui se passe dans tant de démocraties ailleurs, je suis pour la limitation à deux mandats successifs du Président de la République. Dix ans à la tête d'un Etat, c'est déjà immense.

- Deuxième remarque : si vous allez au palais de la Moncloa que Jean-Pierre connaît, palais du Président du gouvernement espagnol, il y a 16 sièges, quinze pour les ministres, un pour le Président. Vous allez en Allemagne, même avec la Grande coalition, il y a moins de vingt ministres. Vous allez aux Etats-Unis, pays de 250, 300 millions d'habitants, il y a moins de vingt ministres. A l'inverse, vous avez l'Italie qui donne le spectacle d'un gouvernement à cent ministres. Je le dis - cent. Je le dis comme je le pense, il faut inscrire dans la loi organique la limitation à 15 ministres et l'inscrire dans notre loi.

- Je veux changer profondément les conditions de nomination dans notre république. C'est une affaire de respect de l'électeur et de respect de nous-mêmes. Les nominations ne peuvent pas être le fait du prince² Je prends un exemple: on ne peut pas nommer à la tête d'une grande entreprise publique, simplement parce qu'on est Président de la République, celui qui vous passe par la tête³. Il faut faire des auditions pour que ceux qui sont nommés fassent connaître au Parlement, aux commissions compétentes - parce que pour moi le Parlement c'est aussi l'expression de la souveraineté nationale, ce n'est pas une Chambre d'enregistrement. Et dans la République irréprochable que je veux, le Parlement c'est l'équilibre des pouvoirs et quand

Chirac called a referendum in support of the European Constitution, but didn't resign when he lost. Sarkozy showed no mercy in drawing a comparison with his illustrious political ancestor, De Gaulle:

- Concerning referenda. General De Gaulle didn't want referendum politics like you get in Swiss cantons. Yet what we've seen are curious kinds of referenda where a question is asked, and whether you say yes or no, there's no consequence for national politics. That's not the original concept of the referendum of the Fifth Republic. I would like to remind you that after the referendum of April 27 1969, when the French said non, General De Gaulle drew the conclusion and left office. Let's stop saying we're still in the Fifth Republic of General De Gaulle. We're no longer in the Fifth Republic as the founder of the Fifth Republic wanted it.

And so the attacks continued:

- What I would like to see is a Republic that is irreproachable. And we've have a problem, one in two French people don't vote, a quarter of those that do, vote for the National Front or for the extremes. We can't carry on like this.

- What is a Republic that's irreproachable? Firstly I have a deep conviction that the energy you spend clinging on to power is energy not spent doing other things. As happens in democracies elsewhere, I'm in favour of limiting the President to two successive mandates. Ten years as head of state, that's already enormous.

- Second remark : if you go to the palace in Moncloa that Jean-Pierre knows, the palace for the head of the Spanish government, there are 16 seats, fifteen for the ministers, one for the President. You go to Germany, even with their national unity coalition, there are less than 20 ministers. You got the United States, a country with 250, 300 million inhabitants - there are less than twenty ministers. On the other side, you have Italy where you have the farce of a government with a hundred ministers. I mean it - a hundred. I say what I think, what's needed is to establish in the rules of government a maximum of 15 ministers and have it written into law.

- I want profound changes in the way ministers are nominated in our Republic. It's a question of respect for the elector and of self-respect. Nominations can't be made on a prince's whim. I'll give you an example: just because you are President of the Republic, you can't simply name as head of a big public company the first person whose name comes into your head. There need to be

un pouvoir n'a pas d'équilibre, il n'y a pas d'équilibre du tout, et ça, c'est pas la démocratie. Eh bien je veux que ceux qui sont pressentis puissent s'exprimer devant les Commissions compétentes, dire quel est leur projet pour l'entreprise et je veux qu'il y ait un vote et je suis même prêt à avoir un vote à une majorité qualifiée pour mettre les nominations en dehors du petit jeu politique où la gauche nomme que la gauche et où la droite nomme, un peu moins mais de temps en temps, que la droite. Ce n'est à l'honneur de personne et certainement pas d'un grand pays comme la France.

- Je veux dire sur la présence du Président de la République, enfin il faut que nos amis le sachent: le Président de la République a le droit de s'exprimer devant le Parlement sous la forme d'un message, lu par un tiers, que les parlementaires doivent écouter debout. Tu peux souffler ça au Kazakhstan⁴. Je ne suis même pas sûr que, eux, aient osé imaginer cela. Quelles conséquences et quelle cohérence? Le Président de la République sera élu le 6 mai. Admettons que les Français me fassent confiance. Un mois après il y a une majorité présidentielle, peut-être le nouveau Président de la République aura-t-il un rôle pour entraîner l'élection des députés de cette majorité présidentielle? Peut-être même - extraordinaire - que cette nouvelle majorité présidentielle aura un programme cohérent avec celui du programme présidentiel. Au nom de quoi le Président de la République ne pourrait-il pas venir devant le Parlement, expression de la souveraineté nationale, pour dire: 'Voilà mon message à la France!', 'Voilà ce que je veux pour la France!', 'Voilà la réforme que je porte sur la France!', et venir s'en expliquer aux parlementaires, notamment à la majorité qui le soutient? Ça vaut mieux qu'un collaborateur du Président de la République qui vient dans des comités interministériels faire tomber la parole présidentielle dans l'hypocrisie du secret des réunions de travail ministérielles. Je veux la fin de l'hypocrisie. Que les responsables politiques assument leurs responsabilités. Un patron, c'est celui qui assume, c'est pas celui qui se cache.

Sarkozy promet une solide défense des intérêts de la France en Europe:

- Je veux me battre sur la politique fiscale de l'Europe. Soit chacun d'entre nous est libre, et dans ce cas-là on rediscute, soit chacun d'entre nous n'a aucun droit de bouger sa fiscalité. Mais je ne vois pas pourquoi les uns peuvent le faire sur l'impôt sur le bénéfice des sociétés, et nous, nous ne pouvons pas le faire sur la TVA. Je ne comprends pas pourquoi la restauration qui met du service, donc des emplois, au bénéfice du client, a une TVA qui est supérieure de quatre fois à la TVA de la restauration rapide. Ce n'est que justice que les uns et les autres aient la même TVA. Quand on rentre chez MacDo, qu'on prend son petit sac et qu'on sort, on paye 5,5. Quand on va au café-restaurant du coin pour prendre un déjeuner, on paye 19,6. Personne ne me fera croire que c'est ça l'égalité républicaine. Il n'y a aucune raison de désavantager ceux qui créent des emplois, du service et de la convivialité. J'ajoute que je mettrai

hearings so that those who are nominated present themselves to Parliament, via a competent commission - because for me Parliament is an expression of national sovereignty as well, it's not just a rubber stamp. And in the irreproachable republic that I want, Parliament is the balance of power and when power isn't checked, there's no balance at all and that's not democracy. So I want those who are being considered to explain themselves to a competent commission, to say what their plan for the enterprise is and I want there to be a vote and I'm even ready to have voting by qualified majority to put the nominations outside the little political game where the left nominates from the left and the right - a little bit less, but from time to time - just from the right. There's no honour in that for anyone and certainly not for a large country like French.

- I would like to say concerning the presence of the President of the Republic, our friends here should know : the President of the Republic has the right to express himself to Parliament via a message, read by a third party, that the Members of Parliament have to listen to standing up. Tell that one to the Kazakhs! I'm not sure that even they would have dared dream up that one. What are the consequences and where is the coherence? The President of the Republic will be elected on May 6. Let's imagine the French people vote for me. A month later there's a majority for the President in Parliament. Maybe the new President of the Republic will have played a part in securing the election of the deputies in the presidential majority? Maybe even - that would be something - the new presidential majority will have a programme that's coherent with that of the presidential programme. In the name of what principle would the President not be able to come to the Parliament, the expression of national sovereignty, to say : "Here is my message for France!" "This is what I want for France!" "This is the reform that I want to bring in for France!" and to come and explain himself to parliament, notably to the majority that supports him? That's much more worthwhile than having a colleague of the President of the Republic come to inter-ministerial committee meetings to pass on the President's message in the hypocritical secrecy of ministerial working groups. I want to put an end to hypocrisy. I want politicians to assume their responsibilities. The boss is someone who's in charge, it's not someone who hides.

Sarkozy promises a robust defence of French interest in Europe:

- I want to fight on European fiscal policy. Either each one of us is free to do what they want, in which case we need to reopen the debate, or each one of us has no room to manoeuvre on fiscal policy. But I don't see why some countries can do what they want on the taxation of enterprises and we can't do so the same for value added sales tax. I can't understand why in restaurants where

ce débat en même temps que celui des ressources européennes. On ne peut pas continuer comme ça. Vouloir faire croire que l'Europe peut vivre sur les contributions des budgets des grands états qui sont tous en déficit, c'est schizophrénique. Le matin, la Commission⁴ demande plus de contributions aux grands états pour boucler le budget de l'Europe, et l'après-midi la même Commission qui a demandé plus de contributions, demande aux grands états de moins dépenser parce qu'ils sont en déficit. Ça, c'est pas possible, donc il faudra poser la question. Je le dis, ma proposition, je crois à la nécessité, à fiscalité constante, de réfléchir à une ressource propre pour l'Europe, parce que si l'Europe est importante, elle doit avoir une fiscalité propre pour que le citoyen sache où va son argent et à qui demander des comptes.

Ainsi qu'une défense des contribuables en France:

- Dans le budget de la nation, les salaires et les pensions représentent 45% du budget, la dette 15%. Nous sommes donc à 60% sur ces deux postes. Tout candidat qui ne dira pas qu'il ne faut pas reconduire un sur deux des départs à la retraite mentira aux Français sur sa volonté de réduire la dette et de réduire le déficit. Les choses sont donc d'une clarté limpide, nous devons profiter de la génération des fonctionnaires qui va partir à la retraite pour, sans aucun licenciement, ne pas remplacer un départ sur deux. C'est la seule façon de réduire la dette de la France. J'ajoute que les fonctionnaires, c'est l'Etat qui paye leur retraite. Lorsqu'on décide d'embaucher un fonctionnaire, on ne l'embauche pas sur la durée de sa carrière mais sur la durée de sa vie puisque l'Etat fait face lui-même aux retraites. C'est donc un engagement qui est très clair de la part de l'UMP et je souhaite que tous les candidats prennent des engagements de cette clarté. Nous avons proposé que les économies ainsi dégagées soient partagées pour moitié à la réduction du déficit et pour moitié à l'augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires restants. Moins de fonctionnaires qui travailleront plus. Quand on travaille plus, on est payé davantage, c'est la justice et l'équité républicaine.

Ségolène Royal, la candidate socialiste vole haut dans les sondages. Sarkozy pourra-t-il l'arrêter? Seul le temps nous le dira. En tout cas, une idée apparaît centrale : un désir de rupture avec le passé.

- Je crois que les gens sont profondément fatigués des grandes envolées lyriques qui font sonner des grands mots derrière lesquels ils savent parfaitement que nous ne mettons aucune réalité. Le général De Gaulle, mes chers amis, a été l'homme de toutes les ruptures parce qu'il savait bien que la France ne reste elle-même que quand elle s'adapte au monde moderne, que le monde bouge, que la France ne peut pas rester immobile. Le gaullisme, ce n'est pas une nostalgie. Le gaullisme, c'est un avenir, c'est un style, c'est un état d'esprit, c'est une volonté, c'est une façon de rassembler des hommes et des femmes différents sur un projet commun. Le gaullisme, c'est pas une

there's service, so creating jobs for the benefit of the client, there's a sales tax which is four times higher than the sales tax in fast food restaurants. It's only justice that everyone pays the same sales tax. When you go into MacDonald's and you take your little bag and you go out, you pay 5.5%. When you go to the café-restaurant round the corner for lunch, you pay 19.6%. Nobody's going to tell me that that's republican equality. There's no reason to penalise those who are creating jobs, service and conviviality. And I might add, I would put this debate in the context of European resources. We cannot continue like this. To want to let people believe that Europe can live off the contributions of the large states which are all in deficit is schizophrenic. In the morning, the European Commission asks for more contributions from the large states to cover the European budget, and in the afternoon the same Commission which asked for more contributions asks the big states to spend less because they're in deficit. That's not possible, so questions have to be asked. I say what my proposition is : I think that, on the basis of equal taxation, we need to think about specific funding for Europe. Because if Europe is important, it needs to have its own budget so the citizen knows where his money is going and who to call to account.

And a defence of taxpayers at home :

- In the budget, salaries and pensions represent 45% of the budget, the debt represents 15%. We are therefore at 60% on these two counts. Any candidate who doesn't say that we mustn't replace one out of two positions when a person retires is lying to the French people about his wish to reduce debt and reduce deficit. Things are therefore crystal clear : we need to take advantage of the generation of civil servants that's heading for retirement to ensure that, without any redundancies, only one out of two retirees are replaced. It's the only way to reduce the debt in France. I add that with civil servants it is the state that pays the pension. When you decide to hire a civil servant, you don't hire them for the length of their career but for the length of their life, because the state pays itself for the pension. So it is a very clear commitment on behalf of the UMP and I hope that all candidates make the commitment with this clarity. We've suggested that the savings thus made should be divided, half going to the reduction of the budget deficit and half going to the increase in spending power for civil servants. Less civil servants will work more. When you work more, you're paid more, that's justice and republican equality.

Socialist candidate Ségolène Royal is flying high in opinion polls. Whether Sarkozy can stop her, only time will tell. Whatever happens, one idea is centre stage : that of a clean break with the past.

- I think that people are profoundly tired of people waxing lyrical using big

continuité. Le gaullisme, c'est pas un immobilisme. Le gaullisme, c'est une volonté de faire profondément bouger les choses, non pas dans les mots et dans les discours mais dans les faits.

1. un référendum à la cantonale suisse - En Suisse, les référendums sont fréquents mais n'ont pas énormément de poids.
2. le fait du prince - c'est-à-dire arbitraire
3. celui qui vous passe par la tête - On dit habituellement 'le premier qui vous passe par la tête', c'est une manière de désigner une prise de décision fantaisiste, infondée.
4. Tu peux souffler ça au Kazakhstan - C'est une allusion au film 'Borat'.
4. la Commission - La Commission européenne qui siège à Bruxelles

words behind which they know perfectly well there's nothing concrete. General De Gaulle, my dear friends, was a man of rupture because he knew very well that France was only herself when she's adapted to the modern world, that the world is changing, that France can't stay the same. Gaullism isn't nostalgia. Gaullism is the future, it's a style, it's a state of mind, it's a will, it's a way of bringing different men and women together with a common project. Gaullism is not continuity. Gaullism is not immobility. Gaullism is the wish to change things profoundly, not with words and speeches but with deeds.